



Marciac : agriculteurs et société

21 février 2005

Dix ans d'élaboration collective des conceptions sur l'évolution de l'agriculture et de ses fonctions au sein de la société et dans les territoires ruraux

Jean-Claude Flamant, Mission Agrobiosciences

Edité par la Mission Agrobiosciences.
La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région
par le Conseil Régional Midi-Pyrénées
et le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, et de la Ruralité.
Renseignements : 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)
Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



Marciac : agriculteurs et société
*Dix ans d'élaboration collective des conceptions
sur l'évolution de l'agriculture et de ses fonctions
au sein de la société et dans les territoires ruraux*

Jean-Claude Flamant, Mission d'Animation des Agrobiosciences, 21 février 2005

L'Université d'Eté qui se tient chaque année dans le cadre de Jazz in Marciac manifeste des capacités particulières à se saisir des sujets qui s'avèreront ultérieurement importants, amenant les organisations agricoles et les collectivités à engager un travail de réflexion en profondeur pour être en mesure de prendre position.

Parcourir les sujets traités sous les platanes de Marciac, c'est reconstituer le cheminement des idées et des questionnements concernant l'agriculture et les territoires ruraux au cours de la dernière décennie. Marciac se révèle être un lieu d'élaboration exemplaire où la confrontation entre différents types d'acteurs intéressés par le monde agricole et rural permet de mesurer les forces de transformation du futur. Marciac, c'est aussi un certain « climat », favorable à la prise de parole de tous les participants, hors du cadre des assemblées institutionnelles intimidant pour certains. Un climat qui favorise également la perception des signaux qui, dits « faibles », sont pourtant au cœur du système.

Si nous devons ne retirer qu'une leçon de ces dix années d'expérience, elle consisterait à affirmer sans nul doute que s'il y a un champ ouvert à la modernisation de l'agriculture, c'est celui de ses rapports avec le reste de la société, incitant les collectivités territoriales à élaborer des rapports contractuels avec les agriculteurs de leurs territoires sur la base de projets concrets.

* * * * *

Parcourir les thèmes de l'Université de Marciac : un itinéraire des idées

L'accent est mis sur la capacité d'innovation du monde agricole

La volonté qui préside à la création de l'Université d'Eté de Marciac, en 1995, consiste en une mise en valeur de la capacité d'innovation du monde agricole et rural. Alors même que celui-ci donnait une image de conservatisme et de tradition par rapport aux dynamiques industrielles et au modernisme du monde urbain, nous souhaitons illustrer sa capacité à faire face à de nouveaux enjeux. C'est ainsi que les participants à la 1^{ère} Université prennent connaissance d'une démarche encore balbutiante, celle des groupements locaux d'employeurs, en vue de faire face aux besoins d'une professionnalisation accrue du personnel des exploitations agricoles tout en tenant compte de la saisonnalité des activités. Lors de la 2^{ème} Université (1997), cette attitude d'écoute des acteurs de l'agriculture et des territoires ruraux est mise à l'épreuve d'une nouvelle contrainte - les droits à produire - une « innovation » à intégrer dans la stratégie des agriculteurs et de leurs organismes économiques, et à mettre en rapport avec les évolutions de la politique agricole américaine (*Farm Bill*).

Dès l'origine, donc, l'accent est placé beaucoup plus fortement sur l'exploration des champs de « l'innovation organisationnelle et sociale » que sur la seule innovation technologique. Tel est bien

le « fil rouge » des Universités d'Été successives, qui conduit à interpeller le monde agricole et rural sur sa capacité à se renouveler pour refonder sa position au sein de la société..

Des domaines d'innovation sociale qui participent à la dynamique des territoires

Marchés et territoires... Au cours de la 4^{ème} Université (1998), les participants sont invités à s'interroger sur un concept alors en émergence après la Conférence de Rio, celui du « développement durable » à prendre en compte par les agriculteurs et les forestiers en tant qu'acteurs de la dynamique des territoires. Les réflexions portent sur les rapports entre leurs propres préoccupations et celles des acteurs territoriaux au sein des collectivités pour le développement et l'aménagement à l'échelle locale. Le nœud de cette réflexion est identifié : il s'agit des antagonismes ou des conjugaisons possibles entre la logique des marchés et celle des territoires.

L'eau et l'emploi... Dans le prolongement de l'année précédente, la 5^{ème} Université (1999) met l'accent sur deux enjeux majeurs des territoires ruraux : la préoccupation permanente des ressources en eau dans le sud-ouest d'une part, le maintien de l'emploi d'autre part. La nécessité d'intégrer le principe de « l'économie d'eau » dans la stratégie des organisations agricoles et des collectivités est pointée comme l'impératif qui doit accompagner toute demande de constitution de nouvelles réserves. Des échanges éclairés par l'analyse des perceptions ambiguës qu'ont les agriculteurs des enjeux environnementaux, ainsi que par une information pointue sur la position législative américaine et la situation de l'Espagne voisine. Il est clair qu'en 1999, l'eau constitue déjà un sujet sensible dans le sud-ouest, attisant, au sein de la profession agricole, le sentiment d'être incomprise tant au niveau régional qu'au niveau local. Cependant, à partir de cette date, et au-delà de la persistance de ce sentiment, il appert que le discours des organismes agricoles intègre explicitement les préoccupations environnementales émanant de la société. On retrouve ces différents aspects dans les analyses exprimées par les Chambres d'Agriculture lors des débats organisés autour du projet de retenue pour soutien d'étiage de Charlas : si la nécessité de cet ouvrage est rappelée, les arguments qui étayent cette position associent les besoins d'une agriculture active et ceux du respect de la qualité des eaux avec des pratiques plus économes.

Second sujet développé cette même année : « A quelles conditions l'agriculture peut-elle être créatrice d'emplois ? » Dépassant le constat statistique, marquant la décroissance inexorable des actifs agricoles au cours des dernières décennies, l'Université d'Été trouve là l'occasion d'un retour d'expérience sur les groupements locaux d'employeurs, dont le lancement avait été présenté cinq ans auparavant en tant que démarche innovante dans le Gers. Plusieurs autres cas sont présentés et débattus ; tous pointent l'intérêt d'initiatives qui entrent en synergie avec des dynamiques de création de nouvelles entreprises et de nouvelles formes de résidences dans les territoires ruraux : la préparation de la succession des chefs d'exploitations agricoles, l'importance à accorder aux activités de tourisme rural dans certaines exploitations agricoles, la formation de techniciens « services en espace rural » dans les lycées agricoles...

Les ressorts de la modernisation des campagnes... La réflexion se poursuit au cours de la 6^{ème} Université (2000) qui, rappelant les fondements et les origines des dynamiques agricoles et rurales passées, explore les formes contemporaines de préoccupations anciennes, telles que les paysages et le patrimoine bâti rural, les cuisines traditionnelles et l'alimentation. Parmi les temps forts de cette année-là, une table ronde sur le rôle des femmes dans l'histoire du processus de modernité agricole, avec les témoignages de trois pionnières, dont Marie-Thérèse Lacombe, épouse de Raymond Lacombe, en présence de celui-ci quelques mois seulement avant sa disparition.

La position inconfortable des agriculteurs au sein d'une société qui bouge

Le bouleversement... Un mot-clé à même de traduire le constat qui prend corps au fil des Universités successives : celui de l'instabilité du socle sur lequel l'agriculture française avait prospéré

dans la société depuis les années 50 jusqu'aux années 90. Aussi la 7^{ème} Université (2001) choisit-elle de porter sa réflexion sur les évolutions de la société - « *L'agriculture peut-elle être bouleversée par la demande sociale ?* » - ainsi que sur celles des sciences et des technologies, à commencer par les avancées de la génétique qui « *bouleversent* » notre conception du monde. Une occasion aussi de confirmer les intuitions de la 3^{ème} Université (1998), qui se penchait déjà sur les « *Agriculteurs et consommateurs face aux nouvelles technologies* », insistant sur les interpellations des organisations de consommateurs quant aux questions de sécurité sanitaire des aliments et aux évolutions des méthodes d'amélioration des plantes par l'usage de la transgénèse (OGM).

L'ouverture du débat sur le thème du « bouleversement » donne l'occasion de solliciter la réactivité des membres d'un « Groupe local de réflexion », constitué spécialement en accompagnement de l'Université, et formé d'agriculteurs élus de leurs communes au sein de la Communauté de Communes « Bastides et Vallons du Gers ». Pour la première fois, ce sont leurs analyses et leurs questions qui font l'ouverture de l'Université¹. C'est aussi pour la première fois que, dans l'ambiance « jazz » de Marciac, on entend s'exprimer « *le blues des agriculteurs* », sur le ton du malaise identitaire et d'une perte de reconnaissance au sein de la société. Un thème lancinant qui, désormais, sera joué chaque année avec diverses variations, incitant Bertrand Hervieu à interpeller avec force les acteurs du monde agricole : alors que la génération précédente a été innovante dans la construction du modèle agricole des années 60, il devient urgent que la génération actuelle ait le courage de construire de nouveaux rapports avec la société. Pour nourrir cette injonction, l'Université propose les analyses issues de trois démarches organisées par les pouvoirs publics : les Etats Généraux de l'Alimentation, le Schéma de Services Collectifs des Territoires Naturels et Ruraux, ainsi que les scénarios produits par le groupe de prospective de la DATAR « Agriculture et Territoires 2015 ».

Le tournant est pris : la préoccupation de la place de l'agriculture dans la société est devenue centrale au cours des Universités de Marciac. Tout d'abord, en 2002, dans le contexte qui est celui de la mise en œuvre des CTE institués par la Loi d'Orientation Agricole de 1998. L'agriculture apparaît alors écartelée entre le besoin d'un nouveau contrat avec la société et ses conséquences en termes d'un surcroît de contrôles. Autour du thème « *L'agriculture entre contrats et contrôles* », on instruit les questions de la confiance, des libertés, de la responsabilité, des initiatives... Cependant les témoignages sollicités dans toute la France permettent d'entendre, de la part d'agriculteurs engagés dans des démarches de « production fermière », de vente directe, ou d'engagements producteurs-consommateurs, des accents qui ne sont plus ceux de la plainte, mais qui relèvent d'une dignité retrouvée et de la passion pour un métier qui leur assure des rapports humains avec les clients, ces autres « citoyens ». Le marché y trouve une mise en musique plus audible. Reste que ces initiatives individuelles ne sauraient occulter la question du devenir des démarches collectives, portées par les organismes économiques créés par la profession agricole : c'est ce qu'exprime le groupe de réflexion constitué par les responsables professionnels des coopératives du Gers. Comment ces différents modes d'actions, individuelles ou collectives, participent-ils à la construction de nouveaux liens avec le reste de la société et à la restauration de la légitimité économique et sociale du métier d'agriculteur ?

Comment la société voit-elle l'agriculture ? Quelles sont les bases de ses représentations ?

En ces premières années du 21^{ème} siècle, ces questions récurrentes, de nature existentielle, n'ont toujours pas trouvé de réponses satisfaisantes au cours des rendez-vous successifs sous les platanes de Marciac. Il faut donc poursuivre l'exercice de lucidité engagé, sans jamais présager de son issue. C'est donc la réalité et la force des « *Images et imaginaires au cœur des échanges entre agriculture et société* » qui constitue le sujet central de la 9^{ème} Université (2003). C'est un fait, la puissance des médias et du marketing dans le façonnage de l'opinion s'effectue par le jeu des images. L'imaginaire, même s'il est qualifié « d'irrationnel », constitue une composante majeure, non seulement des actes d'achat et des attentes de services des consommateurs, mais également des décisions et des projets des acteurs du monde agricole et rural, tant en matière d'alimentation que de préoccupations

¹ Ce principe d'introduction du thème par les questions de groupes de réflexion ayant travaillé en amont est généralisé à partir de cette 7^{ème} Université, et devient un élément original d'élaboration des idées mises en débat. Le Groupe de réflexion de Marciac a été lui-même élargi à des membres du Conseil de Développement du Pays Val d'Adour.

environnementales. Les agriculteurs, leurs cadres techniques, leurs organisations syndicales et économiques ne peuvent contourner la réalité de cet « *arbre à frites* » que demandait à voir un jeune banlieusard en visite dans une ferme pédagogique...

Les agriculteurs d'ici dans le champ des agricultures du monde

L'évolution de la politique agricole constitue un autre fil rouge des Universités de Marciac, simultanément aux préoccupations concernant la trajectoire personnelle des acteurs de l'agriculture et de leurs partenaires dans la société. L'importance prise en 2002 et 2003 par les cycles de négociations sur le commerce mondial, au sein desquels l'agriculture constitue un domaine crucial de confrontation entre des intérêts contradictoires, stimule l'intérêt de mieux « *Comprendre les agricultures du monde* ». C'est sous cet intitulé qu'est créé, au printemps 2002, le cycle des Cafés-Débats de Marciac (depuis, ce cycle s'est durablement « installé », à raison de cinq séances par an, donnant lieu à des publications). Souhaitant mettre en perspective l'apport de ces cafés-débat à l'occasion de son dixième anniversaire, l'Université d'Été de 2004 inverse la posture, s'interrogeant sur le regard que portent les agricultures d'ailleurs sur les agricultures d'ici. Un effet-miroir souvent salutaire, scruté sous le prisme de la question du « *destin* » de nos agricultures françaises et des hommes qui la font vivre : dans le champ des forces internationalisées du marché et des politiques agricoles qui tendent à orienter les agricultures du monde, quelle est la marge de liberté et de décision des agriculteurs « *d'ici* » ? Quelles sont les leviers sur lesquels les agriculteurs peuvent agir pour être encore « *maîtres de leur destin* », pour ne pas s'en sentir dépossédés ? Les seuls indicateurs de prospérité et de volumes ne suffisent pas pour en donner la mesure. La confrontation avec les regards des autres agricultures du monde relativise certes des situations jugées « *ici* » comme critiques, alors qu'elles sont vues comme prospères depuis l'Algérie, la Pologne, le Burkina-Fasso... Mais cela suffit-il pour rassurer ?

Quelles sont les grandes évolutions à l'œuvre à l'échelle du monde et des prochaines décennies ? Quelles solidarités entre les acteurs des agricultures modernisées et ceux des agricultures « *orphelines* » ? Quelles alliances pour promouvoir à l'échelle mondiale le principe des indications géographiques ? Ces questions sollicitent les mises au point magistrales de Marcel Mazoyer et de Michel Griffon, tout autant que celles de témoins de l'évolution de l'agriculture des Etats-Unis ou de l'importance des dimensions interculturelles dans les négociations mondiales et européennes concernant l'agriculture. Certes, les insatisfactions se manifestent à propos de la politique agricole « *ici* », mais souligne Marcel Mazoyer, ce qu'il faut déplorer c'est l'absence dramatique de politique agricole dans les pays africains. Voici des questions qui mobilisent sous les platanes de Marciac l'ensemble des participants dans le cadre de « forums par cercles d'échanges » au mois d'août 2004.

Quelles leçons pour mieux comprendre en vue d'agir ?

Il faut distinguer les « agriculteurs » et l'« agriculture »

A l'écoute de ces dix Universités d'Été, il ressort tout d'abord qu'il est nécessaire de distinguer « agriculture » et « agriculteurs » pour comprendre les jugements portés par la société sur l'évolution et l'état actuel du monde agricole. Les idées élaborées sous les platanes de Marciac, tout comme d'ailleurs les expressions des citoyens entendues au cours des Etats Généraux de l'Alimentation (à l'automne 2000), révèlent que les attentes des non-agriculteurs sont toujours aussi fortes vis-à-vis des agriculteurs. Ceux-ci continuent d'être considérés comme des piliers de notre société - surtout s'ils se disent « paysans » - alors que les critiques sont vives à propos de ce qu'est devenue l'agriculture avec ses orientations et ses pratiques « productivistes ». Une distinction rassurante pour les acteurs du monde agricole ? Elle le serait indéniablement si elle reposait sur un entendement commun des fonctions et de la nature du métier d'agriculteur. Or le reste de la société porte un regard biaisé sur les « agriculteurs », encore fortement teinté de réalités obsolètes. Une image décalée par rapport aux importantes transformations - technologiques, économiques, politiques - des

activités agricoles au cours des dernières décennies. Un malentendu qui grandit et se traduit par des tensions croissantes : les agriculteurs contestent les principes de la PAC réformée, revendiquant de pouvoir tirer leur revenu du prix de leurs produits et d'une meilleure maîtrise des marchés, tandis que les actes d'achat des consommateurs se détachent de plus en plus « *des agricultures d'ici* », même parmi ceux qui militent pour une agriculture de proximité. D'un côté, les citoyens ont en tête l'image de vaches au pré et d'éleveurs « modèle 1950 », de l'autre, le lait est un produit fortement « technologisé ». Même le groupe de réflexion « consommateurs », qui contribue aux réflexions de l'Université d'Été, avoue cette année-là avoir conscience que le souci prioritaire du prix et de la sécurité des aliments a du mal à rejoindre les préoccupations citoyennes sur l'évolution de l'agriculture et des territoires ruraux.

D'une agriculture diverse à des agricultures différentes

Deuxième leçon, il n'est plus possible de conjuguer l'agriculture au singulier comme s'il s'agissait d'une activité monocorde. Une remarque banale si l'on considère qu'il a toujours existé une grande diversité dans l'agriculture de notre pays et dans nos territoires régionaux. Mais, durant plusieurs décennies, il s'agissait par là de décrire les disparités des structures de production (la taille économique) et des hommes (leur formation, leur famille, leur capacité financière, etc.) vis-à-vis du mouvement de progrès technologique, du marché, des subventions et des aides, ainsi qu'en fonction des conditions naturelles. Tout aussi classiquement, on distinguait l'agriculture « de montagne » et l'agriculture « de plaine », sans oublier la diversité des différentes filières de production – fruits et légumes, viande, lait, céréales, etc. Le tout baignant dans ce qu'on a pu appeler le « *modèle dominant du développement* », avec un dispositif complet d'encadrement, de formation, de financement... avec ses références, ses normes, ses indicateurs, ses mots d'ordre. Une organisation complète du dispositif de recherche et d'innovation s'appliquant de manière indifférenciée à l'ensemble des situations. L'impulsion fut vigoureuse, portée par une alliance entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles.

Cependant, tous les actifs vivant de l'agriculture n'ont pas évolué à la même vitesse et selon les mêmes trajectoires. Déjà, l'on pouvait distinguer les « modernistes », les « traditionnels » et les « résistants ». Mais ce n'est qu'au début des années 80 que, timidement d'abord, le discours politique a admis que l'agriculture française était « plurielle » quant à ses modalités, ses finalités et ses intérêts. Même le concept de « progrès » en agriculture commence à être mis en doute. Les actes des États Généraux du Développement Agricole, en 1982-1983, gardent trace de telles interrogations émergentes. C'est au sein même de l'organisme de recherche créé comme instrument de la modernisation, l'INRA, que s'est formalisée durant les années 70 la critique d'une seule voie pour le développement agricole, d'un seul modèle de progression pour les exploitations agricoles, avec par exemple le seul horizon de la spécialisation pour réaliser des économies d'échelle. La pluriactivité et la diversification trouvent alors des défenseurs. On peut résumer en quelques expressions les analyses des chercheurs du Département SAD-INRA qui portent ces soucis. Il s'agit d'abord de promouvoir « *l'exploitation agricole vue comme un système* », avec la prise en considération du « *système famille-exploitation* », ce qui justifie le travail sur les « typologies » d'exploitations, c'est-à-dire sur les critères qui permettent de rendre compte de la place des différents types d'agricultures et d'agriculteurs dans une région donnée. L'autre avancée se situe dans le domaine des sciences de la gestion : l'objectif consiste à comprendre et à accompagner les décisions prises dans le pilotage des exploitations agricoles : « *Dans les conditions qui sont les leurs, les agriculteurs ont de bonnes raisons de faire ce qu'ils font* ». Ces analyses se réfèrent notamment aux travaux d'un Prix Nobel d'Économie - Herbert Simon – qui révèle l'intérêt de prêter attention à la « rationalité économique limitée » des opérateurs économiques. Couplées à l'interrogation de base – « *qu'appelle-t-on progrès, modernité... modernisation ?* », ces analyses conduisent à légitimer l'importance à accorder aux choix individuels des agriculteurs pour gérer et piloter leur exploitation compte-tenu des informations dont ils disposent et des éléments auxquels ils se réfèrent explicitement ou non.

Cette brève mise en perspective historique a pour objet de faire prendre conscience que cette analyse critique des modalités d'un développement agricole jugé alors trop monolithique ouvre la porte, non seulement aux débats qui vont suivre sur les rapports entre la logique des organisations collectives et celle des exploitants individuels, mais de fait aussi, vient réhabiliter le principe de diversification des formes prises par l'agriculture par rapport à celui de la focalisation sur un éventail restreint d'options qui avait jusqu'alors prévalu. Diversification des produits mais aussi diversification des manières de produire et des options sociétales qui en sont à la base... Voire même diversification des politiques agricoles... Avec la fin du mythe jadis fondateur de la « grande famille » paysanne, un moteur est en marche qui va accroître la complexité de la situation du monde agricole.

De la concurrence aux conflits : comment vivre les différentes agricultures ?

En cinquante ans, donc, le paysage agricole français a totalement changé. Il n'est plus possible d'envisager la modernisation comme un simple processus graduel visant à extraire une grande partie des « paysans » d'un mode de vie ancestral et de pratiques traditionnelles pour les faire entrer dans une modernité incarnée par les populations urbaines. Aujourd'hui, il n'y a plus de « retardataires »... En revanche, s'est développée une grande diversité de logiques agricoles. Ainsi, la légitimité de la diversité, en émergence au cours des années 80, aboutit à la reconnaissance de différentes « agricultures » ayant des logiques et des finalités différentes, en concurrence sur les marchés et en compétition pour acquérir du poids dans l'opinion et dans le jeu politique.

Désormais des ensembles d'agriculteurs se reconnaissent dans d'autres stratégies que celle qui avait prévalu depuis les années 50, tout particulièrement dans leurs rapports à la société et au marché, cherchant notamment à corriger l'éloignement qui s'est opéré entre les producteurs et les mangeurs au travers de démarche telles que « l'agriculture biologique » ou les « producteurs fermiers »... De nouveaux mouvements qui peuvent même adopter des formes radicales d'opposition à l'agriculture dite « conventionnelle », qu'elle soit « raisonnée » ou non. Élément nouveau, ces agricultures diverses se placent en concurrence sur les marchés, notamment pour « raccrocher » les consommateurs (produits de l'agriculture biologique, produits de l'agriculture raisonnée, produits fermiers, indications géographiques, labels, etc.), phénomène qui se traduit par des conflits au sein des territoires, qu'exacerbent par exemple les règles adoptées par l'agriculture biologique par rapport à la question des plantes OGM. Ces écarts croissants quant aux objectifs du développement et donc à la logique des politiques agricoles, se traduisent également dans la sémantique. Comment nommer désormais les acteurs agricoles ? Agriculteurs, exploitants agricoles, entrepreneurs agricoles, paysans, fermiers (les « farmers » américains), voire « agri-managers »... La pluralité des termes reflète les clivages sur les conceptions du métier et les divergences à l'œuvre entre les différentes organisations syndicales.

Quelles leçons pour les agriculteurs au sein des territoires et de la société ?

Paradoxes et ambiguïtés de la diversité

La diversité des formes prises par l'agriculture, avec la situation de concurrence dans laquelle elles se vivent, explique probablement en partie les difficultés que connaît actuellement la profession agricole pour faire émerger en son sein de grandes figures, telles que celles qui ont marqué l'opinion depuis les années 50 jusqu'au début des années 90, avec Raymond Lacombe. Une difficulté croissante aussi de la part des Chambres d'Agriculture et autres organismes professionnels pour concevoir et défendre en leur sein des projets susceptibles d'entraîner l'adhésion générale alors que les conflits d'intérêts se manifestent entre divers types d'agricultures.

Autre complexité majeure à gérer pour la profession agricole : la nécessité de conduire le raisonnement simultanément à plusieurs niveaux de territoires : au niveau local, à l'échelle

administrative des organismes économiques, à la dimension nationale et européenne, à l'horizon du monde. Les arguments spécifiques défendus à chaque niveau sont susceptibles d'entrer en contradiction les uns par rapport aux autres. Ainsi, comment prôner à la fois la protection des parts de marchés nationales ou européennes et la solidarité au niveau du territoire monde ? Comment concilier le besoin de sécurisation économique des grandes organisations coopératives sur les marchés européens et internationaux avec le souci du respect des agro-écosystèmes locaux ? Les discours se parasitent et se brouillent, en interne comme en externe. Seuls les rhétoriques d'opposition radicale franchissent l'obstacle dans l'opinion !

Agir dans les territoires : un nouveau champ d'innovation

Les nouvelles orientations de la Politique Agricole Commune qui visent à permettre aux filières françaises et européennes de production agricole et agroalimentaire à être mieux ajustées aux grandes tendances des marchés internationaux, accompagnés de mécanismes ayant pour objet de garantir une sécurité de revenu aux agriculteurs (comme d'autres catégories de la population), garantie assortie au respect de principes de nature sociétale. C'est bien dans ce dernier domaine qu'il faut ouvrir largement la porte à la créativité, à de nouvelles formes d'organisation, à de nouveaux rapports des activités agricoles avec le reste de la société. Mais comment réaliser cette ouverture ? Les débats de Marciac incitent à substituer en partie à la fonction alimentaire qui a motivé le processus de modernisation depuis les années 50, le rôle fondamental dans le façonnage des territoires locaux. C'est beaucoup plus dans le domaine des « ressources territoriales », et moins dans celui des ressources alimentaires – nous nous nourrissons majoritairement de produits venus d'ailleurs - que la société se trouve en capacité de porter des jugements de valeur sur les orientations de l'agriculture et le travail des agriculteurs,

C'est à la rencontre entre l'implication des collectivités locales dans les enjeux territoriaux de l'agriculture et l'investissement des agriculteurs sur les enjeux environnementaux des activités agricoles que se trouvent de nouveaux domaines d'innovation à explorer et à instruire conjointement. Philippe Lacombe concluait ainsi en 1998 son intervention sur le thème « Marchés et Territoires » : « *Ce qui légitimise le thème du territoire, c'est qu'il est une façon d'articuler économie et société* ». Celui qui fait profession d'agriculteur a dans ce domaine « un champ » d'actions qu'il doit investir parce qu'il est le seul à pouvoir le faire. Mais la procédure adoptée pour opérer les choix doit elle-même être largement ouverte, dépassant les enceintes et les publics strictement agricoles. La société tout entière est concernée.

Les rapports entre agriculture et société sont certes le domaine de paradoxes difficiles à assumer pour l'une comme pour l'autre des parties. Pourtant, il y a là des « *pistes pour l'action* ». C'est ce qu'argumentait Bertrand Hervieu en dégagant les conclusions de la 9^{ème} Université d'Eté : « *Neuf paradoxes et quatre pistes pour avancer* ». Les collectivités territoriales, tout particulièrement dans le cadre des intercommunalités ainsi qu'au sein des projets instruits dans les « Pays », peuvent trouver dans le monde agricole des partenaires du développement et de l'aménagement. Ces domaines sont à explorer et à instruire en partenariat pour se traduire par des formes originales de rapports contractuels impliquant une société devenue très majoritairement urbaine. Par exemple (voir encadré ci-dessous) l'approvisionnement alimentaire des urbains en proximité, l'eau des villes et l'eau des champs, la gestion des déchets urbains, l'aménagement des territoires périurbains, la politique du tourisme rural.

Existe-t-il un état d'esprit de Marciac ?

Comment s'effectue la genèse des thèmes et des réflexions des Universités successives de Marciac ? La question a souvent été posée. On pourrait aussi se demander qui participe à l'Université d'Eté de Marciac et pourquoi, chaque année, 200 participants se déplacent au cœur du mois d'août, pour venir « plancher » deux journées dans une petite commune du Gers ?

Un métissage culturel

Il y a bien un processus construit qui conduit au choix du thème de chaque année. Il est le produit d'un système interactif qui, durant les mois d'hiver et de printemps, associe des élus et acteurs agricoles de Marciac, du Gers et de Midi-Pyrénées, avec des chercheurs et enseignants du Pôle toulousain d'enseignement supérieur et de recherche agro-vétérinaire. Les premiers apportent la sensibilité qu'ils ont des urgences et des crises, les seconds se réfèrent aux domaines de connaissances qui sont les leurs, particulièrement dans le champ des sciences humaines, sociales et économiques. Ces échanges s'appuient sur les leçons de l'été précédent : dans les propos écoutés par les uns et les autres, quelle « musique » particulière se fait entendre, quelle préoccupation cherche à s'exprimer dans les remarques des participants ou émerge des analyses des intervenants ? Au cours de cette maturation, la Mission Agrobiosciences joue un rôle de catalyseur en terme d'interaction et de questionnement, avec le souci de parvenir à des formulations attractives et de mobiliser à Marciac les meilleurs intervenants possibles au niveau national voire international (à l'image du Festival), de rythmer un programme et une mise en scène. Il s'agit, par ce processus progressif et collégial, de parvenir au cours du printemps à la matière d'un programme diffusable. Celui-ci obéit à un déroulement lui même progressif, à même de permettre une appropriation et une élaboration collective des connaissances, à l'aide des « ingrédients » suivants : les questions introductives des groupes de réflexion préparatoires, les produits des cercles d'échanges entre lesquels sont répartis tous les participants, les « ponctuations » apportées par des « grands témoins », l'apport magistral de conférenciers, les signaux retournés par les clowns-analystes, le regard final d'une personnalité invitée.

Les participants aux Universités d'Eté proviennent de différentes régions voire de différents pays – même si les Gersois et les acteurs du sud-ouest sont majoritaires – et sont issus de différentes familles socio-professionnelles : acteurs du monde agricole et rural, chercheurs et enseignants, étudiants, cadres des ministères, journalistes, responsables associatifs... Pour certains d'entre eux, c'est l'occasion de découvrir l'ambiance jazz de Marciac, pour d'autres le jazz est l'argument déclencheur pour leur participation à cette rencontre.

Quant au choix des intervenants, « recrutés » à l'échelle nationale et internationale, il obéit à une volonté de décloisonnement des disciplines et des champs d'intérêt. Si les agronomes, les économistes et les géographes, notamment, sont indispensables à la mise à plat des mécanismes et des logiques en œuvre pour « traiter » chaque sujet, à leurs côtés, d'autres types de compétences sont également sollicitées - philosophes, sociologues, juristes, artistes, politologues – y compris dans des domaines a priori fort éloignés de l'agriculture : tel spécialiste du marché de l'électricité, tel expert des schémas organisationnels des grandes industries, ou tel psychologue travaillant aux phénomènes d'interculturalité... Chacun d'entre eux a non seulement témoigné d'expériences qui pouvaient éclairer d'un nouveau jour les problématiques agricoles, mais, découvrant le monde de l'agriculture et du rural, s'est pris à s'y intéresser de très près...

Paroles intimes, paroles publiques

Pour décrire ce qui se passe au cours des Universités d'Eté de l'Innovation Rurale, on évoque spontanément « *l'état d'esprit de Marciac* », mais quel est-il au juste ? On peut tout au moins en énumérer les points saillants et les dispositifs qui concourent à une ingénierie discrète. Le cadre et la période de l'année participent évidemment pleinement de ce « micro-climat ». Pas d'effets de tribune, la mise au placard des costumes-cravates, l'importance des intermèdes (déjeuners en commun le long d'immenses tablées, pauses « casse-croûte », apéro-concerts, déambulations dans les petites rues de la bastide...) , le principe des « cercles d'échanges » : autant d'éléments qui favorise la convivialité, la rencontre et les échanges transversaux. Où l'on croise, au hasard d'une terrasse de café, un philosophe en pleine discussion avec un semencier, ou un généticien échangeant ses points de vue avec un ethnologue... Ce « je ne sais qui vous lie » à mesure des deux journées, cette invite à la « tchache » sous le couvert des platanes, relèvent certes plus de la dimension affective que de la technicité du montage.

Il y a, cela dit, pourtant une manière plus réfléchie d'analyser un processus qui favorise la prise de parole. Sur des sujets de société aussi controversés aujourd'hui que l'état et le devenir de l'agriculture, il devient difficile de s'exprimer autrement qu'en reprenant les déclarations incantatoires, quelles soient de défense ou d'accusation. Tout spécialement, il y a une « *impossibilité de dire* » à propos de certains sujets qui touchent de manière sensible les trajectoires personnelles, ceux qui remettent en cause des engagements de vie. A Marciac, on peut le faire ! Les thèmes choisis (« images et imaginaires »...) ainsi que leur formulation (la notion de destin, par exemple) permet à la fois aux « spécialistes » d'opérer un pas de côté dans la manière d'appréhender les grandes problématiques et aux non initiés de légitimer une parole : dans cette dynamique où se mêlent paroles intimes et paroles publiques, chacun se surprend à avoir quelque chose à dire...

En ce sens, il s'agit là d'un lieu unique permettant de se « ré-identifier », beaucoup plus peut-être que comme un laboratoire d'émergence d'idées nouvelles. Le monde agricole et les territoires ruraux ont en effet besoin d'autres regards pour se « re-comprendre », se « re-découvrir » et se « reconquérir ». L'hybridation entre les réalités intimes et les forces institutionnelles est peut-être une voie indispensable pour explorer les composantes d'une place nouvelle pour les agriculteurs dans la société. Chaque Université constitue en quelque sorte une occasion d'allumer des « signaux faibles » qui, malgré leur faible visibilité, sont bien au cœur du système social. Les Universités d'Été de Marciac ne génèrent pas un monde fini de questions-réponses. Leur matière constitue des ressources à partir desquelles chacun – individus comme institutions - peut aller plus loin.

Quelques domaines possibles de partenariat contractuel entre collectivités territoriales et secteur agricole à instruire

L'approvisionnement alimentaire des urbains peut entrer dans ces politiques territoriales par des dispositions facilitant l'installation de jeunes agriculteurs dans cette optique avec un accompagnement d'équipements facilitant les circuits courts et les rapports de proximité (marchés de produits locaux, ateliers relais, chaîne du froid, etc.). Voir sur ce dernier aspect l'un des scénarios du futur élaboré par la Chambre d'Agriculture du Var avec l'appui de la Mission Agrobiosciences. N'oublions pas cependant que l'éclatement des initiatives individuelles en matière de rapports entre commercialisation et achats peut trouver des possibilités d'expansion via le Web

L'eau des villes et l'eau des champs - Il semble que le domaine de l'eau soit un domaine à privilégier, au croisement entre la mise en œuvre de la Directive cadre sur l'eau et les préoccupations des citoyens consommateurs : ainsi, comment « raccorder » *l'eau des villes et l'eau des champs*, la qualité de l'eau du robinet et la gestion des territoires ruraux d'où vient cette eau ? (domaine de l'eau qui est aussi celui de la responsabilité des collectivités dans les syndicats des eaux avec des difficultés évidentes).

Le traitement des déchets urbains - Un autre point de rencontre agriculture et société, de même nature que la question de l'eau, via les collectivités, difficile à mettre en œuvre mais essentiel à explorer. Il peut s'agir des boues d'épuration mais aussi des déchets verts, souci des communes, comme un récent prix de la Fondation Pierre Sarazin l'a souligné.

Les territoires périurbains constituent des espaces sensibles, où les organismes agricoles se sentent souvent en difficulté, en situation de défensive à la fois vis-à-vis des élus communaux et des propriétaires : comment valoriser les périmètres agricoles comme des atouts en regard de biens communs au sein des communautés d'agglomération plutôt que de les voir se constituer en réserves foncières, des territoires d'une agriculture considérée comme étant en déshérence, en fin de parcours ? Quelles solutions originales concevoir dans des rapports contractuels avec les collectivités territoriales ?

Une politique de tourisme rural. L'implication des activités agricoles et forestières dans la qualité des paysages peut évidemment être également une composante des activités touristiques dans le cadre de situations « remarquables », telles que les vallées de montagne, sensibles à la fois à l'expansion des constructions comme aux conséquences de la désaffectation des activités pastorales. Mais inversement, les collectivités peuvent réaliser des investissements en matière d'équipements collectifs dans le domaine sportif et culturel qui valorisent les initiatives individuelles de tourisme à la ferme et de gîtes ruraux dans certains territoires.

Les titres des Universités d'Été de Marciac

Août 1994 :

Exposition nationale de l'INRA : « *Terroirs et territoires, lieux d'innovation* », avec le concours de Pioneer France-Maïs)

1995 (1^{ère})

Premier essai au Château de Cruzeilles : interventions diverses sur les dynamiques de l'innovation dans les territoires ruraux : place de l'agriculture dans la société, innovations sociales et organisationnelles

1996 (2^{ème})

« *Stratégies innovantes des agriculteurs et des entreprises agroalimentaires : le cas des droits à produire* »

1997 (3^{ème})

« *Agriculteurs et consommateurs face aux nouvelles technologies* »

1998 (4^{ème})

« *Gérer les espaces ruraux : nouveaux défis pour les agriculteurs et les forestiers* »

- Marché et Territoire
- Agriculture durable

1999 (5^{ème})

« *L'eau des villes et l'eau des champs* »
« *Créer des emplois dans les campagnes* »

2000 (6^{ème})

« *Biotechnologies et Société : fascination... interpellations* »

« *Etre de son temps à la campagne* » : Habiter de nouveau dans les campagnes ; Vivre les traditions culinaires ; Les femmes ferments de la modernité dans les campagnes

2001 (7^{ème})

« *Quand la génétique bouleverse notre regard sur le monde ?* »

« *L'agriculture peut-elle être bouleversée par la demande sociale ?* »

2002 (8^{ème})

« *L'agriculture entre contrats et contrôles* »
Quelles libertés ? Quelles initiatives ? Quels acteurs ?

2003 (9^{ème})

« *Images et imaginaires au cœur des échanges entre agriculture et société* »

2004 (10^{ème})

« *Dans le champ des agricultures du monde, quel destin pour les agricultures d'ici ?* »

2005 (11^{ème})

« *Les agriculteurs dans la société - Traditions, Urgences, Perspectives : Comment accorder les temps ?* »

